

ARRÊTÉ N° 2024_166

DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. TRISTAN FALSE, CHEF DU BUREAU EXPLOITATION DU RÉSEAU DU SERVICE DE L'EXPLOITATION ET DE L'ENTRETIEN DES RÉSEAUX À LA DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2019-472 du 15 novembre 2019 relatif à l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-594 du 20 juillet 2021 donnant délégation de signature à Mme Ghislaine Nebie ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Délégation est donnée à M. Tristan False, chef du bureau exploitation du réseau du service de l'exploitation et de l'entretien des réseaux à la direction de l'eau et de l'assainissement, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

I - En matière d'administration générale

a) toutes correspondances administratives courantes, à l'exception des courriers adressés aux élus, ministres, représentants de l'Etat ou organismes publics de niveau national ou régional,

b) les mentions de la publicité et du caractère exécutoire de tous actes administratifs pris par les instances délibérantes du Département et par le président du Conseil départemental ou les vice-présidents.

II - En matière de budget et de comptabilité

a) les engagements des dépenses dans la limite de 8.000 €.

III – En matière de gestion du réseau départemental d'assainissement

- a) les certificats de conformité des raccordements au réseau d'assainissement départemental,
- b) les comptes rendus ou rapports de constat des dégâts occasionnés par des tiers aux ouvrages et équipements gérés par le Département (direction de l'eau et de l'assainissement).

IV – En matière d'exécution des marchés et conventions

- a) les documents de mise en œuvre des projets d'équipements et de travaux d'entretien et de grosses réparations approuvées par le Conseil départemental.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2021-594 du 20 juillet 2021 donnant délégation de signature à Mme Ghislaine Nebie.

ARTICLE 3. - Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

ARTICLE 4. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Le président du Conseil départemental

Reçu pour notification
un exemplaire du présent arrêté
le

Tristan False

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le



ID : 093-229300082-20240409-2024_166-AR